



Source d'informations précises et pertinentes, *Regards sur l'éducation* : Les indicateurs de l'OCDE (OCDE, 2020^[1]) fait figure de publication de référence sur l'état de l'éducation dans le monde. Elle fournit des données sur la structure, le financement et les performances des systèmes d'éducation dans les pays membres de l'OCDE, ainsi que dans un certain nombre de pays partenaires.

France

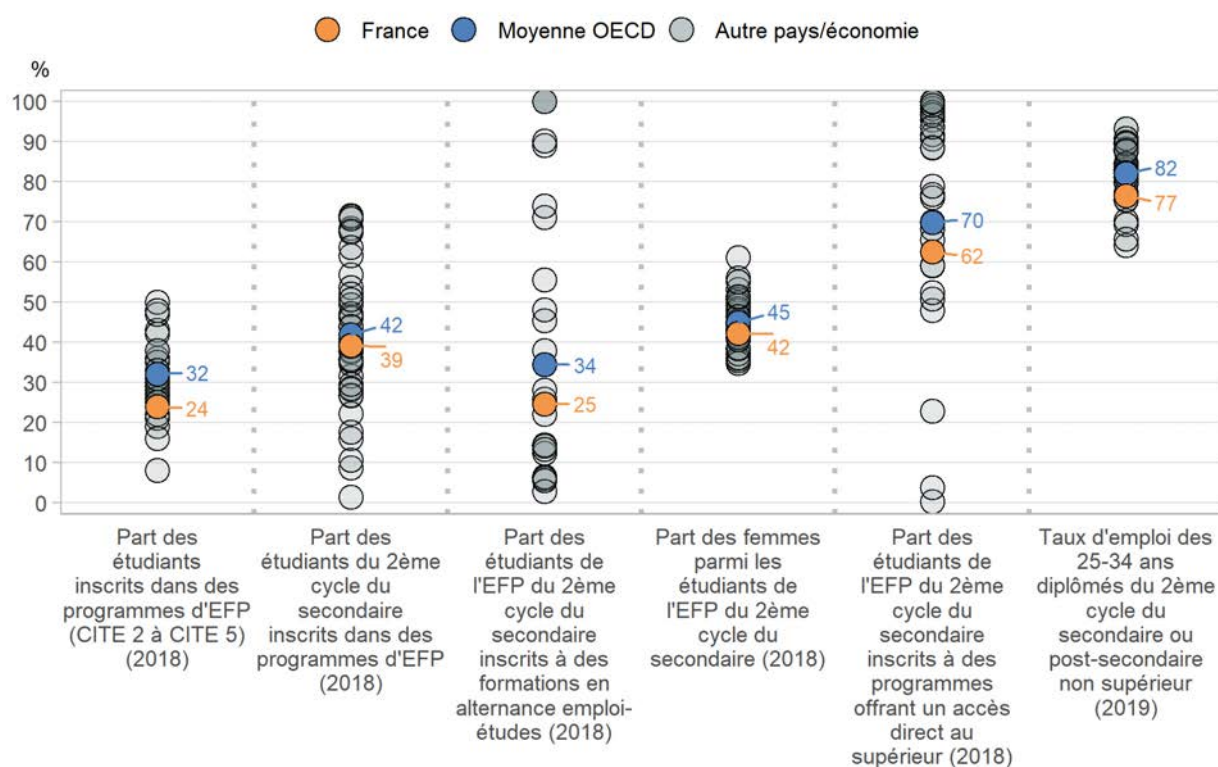
Faits marquants

- **En France, 39 % des élèves inscrits dans le deuxième cycle du secondaire optent pour des programmes professionnels**, une proportion légèrement inférieure à la moyenne de l'OCDE de 42 %. Parmi ces élèves, seul 1 sur 4 (contre 1 sur 3 en moyenne) est inscrit dans des formations dispensées en alternance emploi-études. Bien que moins nombreux dans ces programmes, les élèves qui y sont scolarisés en France passent plus de temps en entreprise durant leur formation (entre 62 et 75% de la durée totale du programme) que dans de nombreux pays de l'OCDE.
- **En 2019, 48 % des 25-34 ans étaient titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur en France** contre 45 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. En France, **ceux qui n'ont pas atteint le deuxième cycle du secondaire sont particulièrement pénalisés sur le marché du travail**. Les taux d'emploi étaient en 2019 de 51 % pour ceux sans diplôme du deuxième cycle du secondaire (moyenne OCDE : 61 %), de 75 % pour ceux avec un diplôme du deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur (moyenne OCDE : 78 %) et de 87 % pour ceux qui ont obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur (moyenne OCDE : 85 %).
- En France, **13 % des enfants fréquentant l'enseignement préélémentaire (CITE 02) sont inscrits dans des établissements privés**, contre environ un enfant sur trois en moyenne dans les pays de l'OCDE. En 2017, les dépenses totales annuelles dans les établissements **préélémentaires** étaient en moyenne de 8 894 USD par enfant en France, soit un peu moins que la moyenne des pays de l'OCDE (9 079 USD).
- **En 2017, la France a dépensé plus par élève/étudiant scolarisé à temps plein entre l'enseignement primaire et supérieur que la moyenne des autres pays de l'OCDE**, investissant un total de 12 080 USD par étudiant contre 11 231 USD en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- **En France, la progression salariale des enseignants en début de carrière est lente**. Dans ce contexte, les enseignants en milieu de carrière sont particulièrement désavantagés : selon les barèmes officiels à la rentrée 2018/2019 (données de 2019 dans *Regards sur l'éducation*), le salaire statutaire des enseignants du primaire (professeurs des écoles) et du secondaire (certifiés) après dix ou quinze ans d'ancienneté est au moins 18 % inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE.
- **La pandémie mondiale de COVID-19 a envoyé des ondes de choc dans le monde entier**. À la fin du mois de juin 2020, la France avait connu 13 semaines de fermeture effective d'écoles sous une forme ou une autre, contre 14 semaines en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Participation et résultats de l'enseignement et de la formation professionnels

- Les programmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) attirent un large éventail de participants, notamment ceux qui veulent acquérir des qualifications et des compétences techniques pour entrer directement sur le marché du travail, les adultes qui souhaitent accroître leur employabilité en développant davantage leurs compétences, et les élèves qui peuvent chercher à entrer dans l'enseignement supérieur plus tard.
- Environ un élève sur trois, du premier cycle du secondaire au cycle court de l'enseignement supérieur (de CITE 2 à CITE 5), est inscrit dans un programme d'EFP en moyenne dans les pays de l'OCDE. Cependant, il existe de grandes variations d'un pays à l'autre. En France, 24 % des élèves sont inscrits dans des programmes professionnels. Ces programmes débutent en France au niveau du deuxième cycle du secondaire (CITE 3) expliquant que la majorité des élèves inscrits dans un programme d'EFP (67 %) le soient à ce niveau (graphique 1). Les programmes d'EFP post-secondaire non supérieur (CITE 4) sont presque inexistants en France, c'est pourquoi l'autre tiers est inscrit dans les programmes d'EFP de cycle court de l'enseignement supérieur (CITE 5) (OECD/Eurostat/UNESCO Institute for Statistics, 2015 [2]).

Graphique 1. Aperçu de l'enseignement professionnel



Note: Seuls les pays et économies pour lesquels des données sont disponibles sont indiqués. Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails.

Source: OCDE (2020), indicateurs A3 et B7. Voir la base de données Education at a Glance : <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

- L'EFP est une partie importante du deuxième cycle de l'enseignement secondaire dans la plupart des pays de l'OCDE. En France, 39 % de tous les élèves inscrits à ce niveau optent pour des programmes d'EFP, une proportion légèrement inférieure à la moyenne de l'OCDE de 42 % (graphique 1). En France, comme souvent ailleurs, le domaine le plus courant à ce niveau est l'ingénierie, l'industrie et la construction: 34 % des élèves du deuxième cycle du secondaire professionnel étudient dans ce domaine, contre 33 % en moyenne dans l'OCDE.
- Le contenu et l'organisation des programmes d'EFP du deuxième cycle du secondaire varient considérablement d'un pays à l'autre. Dans la formation en alternance emploi-études, entre 25 % et 90 % du programme est enseigné en entreprise, tandis que le reste est organisé dans l'environnement scolaire. En France, seuls 25 % des élèves du deuxième cycle du secondaire sont inscrits dans ce type de programmes (graphique 1), alors même qu'ils offrent souvent de meilleurs débouchés. Cette proportion est inférieure à la moyenne de l'OCDE de 34 % mais il existe en France de grandes différences entre les programmes d'EFP. Ainsi, seuls 8% des élèves inscrits dans un programme conduisant au Baccalauréat professionnel sont formés en alternance emploi-études contre 53% pour ceux inscrits dans les certificats d'aptitude professionnels (CAP). Il convient également de souligner que les élèves formés en alternance, bien que moins nombreux, passent plus de temps en entreprise en France (entre 62 et 75% de la durée totale du programme) que dans de nombreux pays de l'OCDE. Le temps passé en entreprise dépasse 80% de la durée totale du programme uniquement en Finlande et en Suisse.
- Presque tous les pays de l'OCDE ont mis en œuvre d'importantes réformes de l'EFP depuis 2013. En France, des efforts sont faits depuis 2018 afin de rendre le secteur de l'EFP plus attrayant, plus efficace et plus ouvert sur le monde et les métiers d'avenir. Cela passe par le développement de l'apprentissage dans tous les lycées professionnels dans tous les lycées professionnels, mais aussi par la transformation progressive et accompagnée des filières à faible capacité d'insertion professionnelle et un partenariat renouvelé avec les entreprises pour favoriser l'insertion des jeunes.
- Les élèves du deuxième cycle du secondaire professionnel sont généralement moins susceptibles de terminer leur diplôme que ceux des programmes généraux. C'est aussi le cas en France : le taux de réussite du deuxième cycle de l'enseignement secondaire (pendant la durée théorique du programme) est plus faible parmi les élèves inscrits dans les programmes professionnels (73 %) que parmi ceux qui suivent des programmes généraux (77 %). Néanmoins, le taux de réussite des élèves inscrits dans les programmes professionnels en France reste supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE (73 % contre 62 %). En France, le taux de réussite des études du deuxième cycle du secondaire (toutes filières confondues) a augmenté de 8 points de pourcentage entre 2005 et 2017, principalement en raison d'une augmentation de 10 points de pourcentage du taux de réussite des élèves scolarisés dans les programmes professionnels. Cette hausse du taux de réussite des études secondaires reflète la baisse des sorties de formation initiales sans diplôme sur la période présentée.
- Pour soutenir la transition des élèves du deuxième cycle du secondaire professionnel vers l'enseignement post-secondaire et améliorer leurs perspectives de carrière, de nombreux pays ont créé des passerelles directes entre les programmes professionnels et les niveaux d'enseignement supérieur. En France, 62 % des élèves du deuxième cycle du secondaire professionnel sont inscrits dans des programmes offrant la possibilité d'accéder directement à l'enseignement supérieur, soit un peu moins que la moyenne de l'OCDE de 70 % (graphique 1). Il est à noter que les 38 % restants (ceux inscrits dans les CAP) pourront accéder à l'enseignement supérieur s'ils poursuivent un baccalauréat professionnel.

- En 2019, 31 % des 25-34 ans en France avaient pour niveau d'enseignement le plus élevé un diplôme professionnel du deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur, tandis que 9 % détenaient un diplôme général. Le taux d'emploi des jeunes adultes diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire professionnel ou post-secondaire non supérieur (82 %) a tendance à être plus élevé que le taux d'emploi de ceux qui n'ont qu'une qualification générale à ce niveau (73 %), en moyenne dans les pays de l'OCDE. La France suit ce schéma, puisque 77 % des 25-34 ans titulaires d'un diplôme professionnel du deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur ont un emploi contre 72 % des diplômés généraux (graphique 1).
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les adultes (25-64 ans) ayant un diplôme professionnel du deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur (CITE 3 ou CITE 4) ont des revenus similaires à ceux de leurs pairs ayant obtenu un diplôme général à ce niveau. Alors que la différence de gains relatifs entre les adultes diplômés du deuxième cycle du secondaire général et professionnel est inférieure à 5 points de pourcentage dans environ un quart des pays de l'OCDE et des pays partenaires, elle est de 17 points de pourcentage en faveur de ceux ayant suivi une formation générale en France.
- En moyenne, dans les pays de l'OCDE, le nombre d'élèves par personnel enseignant est similaire dans les programmes professionnels et généraux du deuxième cycle du secondaire. Cependant, en France, il y a 13 élèves pour chaque membre du corps enseignant dans les programmes généraux et seulement 8 dans les programmes professionnels.

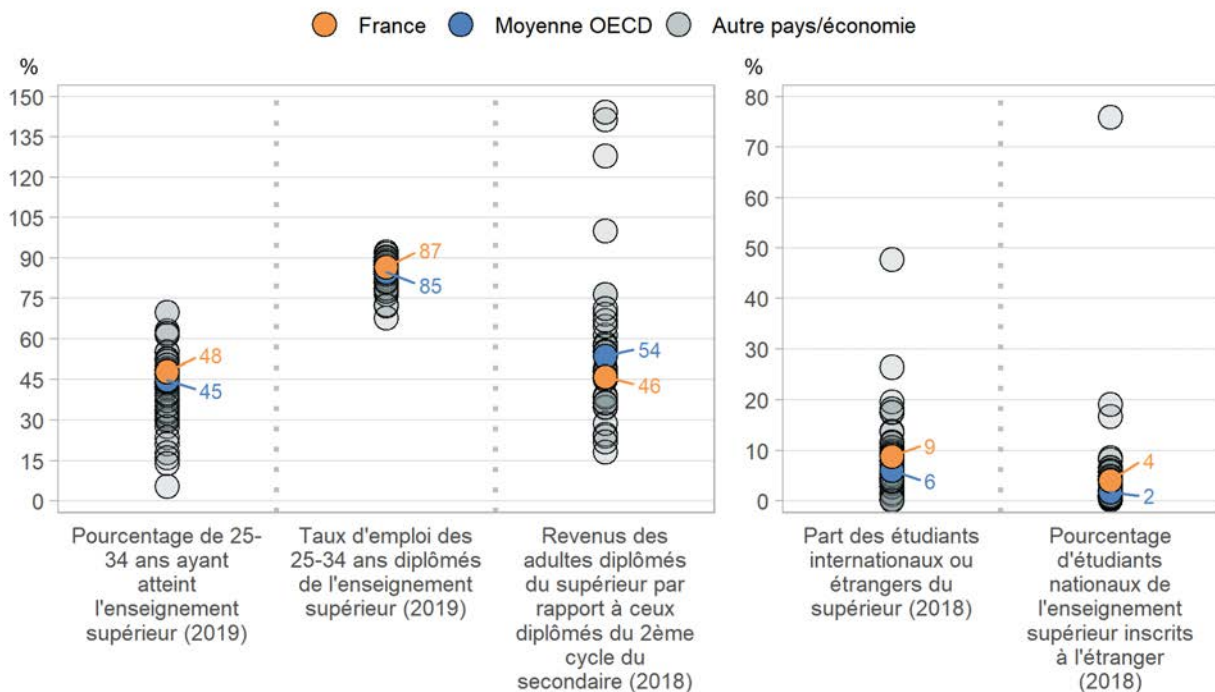
La demande croissante d'enseignement supérieur

- L'élévation du niveau d'éducation de la population est une tendance mondiale. Entre 2009 et 2019, la part des 25-34 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur a augmenté dans tous les pays de l'OCDE et les pays partenaires. En France, elle a augmenté de 5 points de pourcentage sur cette période, soit un peu moins que l'augmentation moyenne des pays de l'OCDE (9 points de pourcentage). En 2019, 48 % des 25-34 ans étaient titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur en France, ce qui est supérieur à la moyenne de 45% observée dans les pays de l'OCDE (graphique 2).
- Les jeunes femmes sont plus susceptibles que les jeunes hommes d'obtenir un diplôme de l'enseignement supérieur dans tous les pays de l'OCDE. En France, 52 % des femmes de 25 à 34 ans avaient un diplôme de l'enseignement supérieur en 2019 contre 44 % de leurs homologues masculins, tandis qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE, les parts étaient respectivement de 51 % et 39 %. Depuis 2009, cet écart entre les hommes et les femmes âgés de 25 à 34 ans est resté stable en France alors qu'il a augmenté de 9 points de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Les jeunes ont souvent du mal à entrer sur le marché du travail, mais un niveau de scolarité plus élevé augmente souvent leur probabilité d'être employé. En moyenne dans les pays de l'OCDE, le taux d'emploi en 2019 est de 61 % pour les 25-34 ans sans diplôme du deuxième cycle du secondaire, 78 % pour ceux dont le niveau de scolarité le plus élevé est le deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur et 85 % pour ceux avec un diplôme de l'enseignement supérieur. La France n'échappe pas à ce constat. Ceux qui « décrochent » à l'école se retrouvent en très grande précarité plus tard. Ainsi, les taux d'emploi sont de 51 % pour ceux sans diplôme du deuxième cycle du secondaire, 75 % pour ceux avec un diplôme du deuxième cycle du secondaire ou post-secondaire non supérieur et 87 % pour ceux qui ont un diplôme de l'enseignement supérieur.
- Avoir un diplôme de l'enseignement supérieur présente également un avantage salarial considérable dans la plupart des pays de l'OCDE et des pays partenaires. En France, en 2018, les

25-64 ans titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur gagnaient 46 % de plus pour un travail à temps plein toute l'année que ceux qui avaient obtenu un diplôme du deuxième cycle du secondaire, contre 54 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (graphique 2). Cependant, tous les diplômes de l'enseignement supérieur n'ont pas la même valeur : un adulte âgé de 25 à 64 ans titulaire d'une licence gagnera en France 36 % de plus que celui avec un baccalauréat ou équivalent (moyenne OCDE de 43 %) alors que l'avantage salarial pour le titulaire d'un master est de 84 % en France contre 89 % pour la moyenne OCDE.

- La mobilité internationale des étudiants s'est développée de manière assez constante au cours des vingt dernières années. En 2018, 5,6 millions d'étudiants scolarisés dans l'enseignement supérieur dans le monde avaient franchi une frontière pour étudier, soit plus du double en comparaison avec 2005. En France, la part des étudiants internationaux est de 9 % en 2018. Ce chiffre identique à celui de l'UE23 (9 %) est supérieur à celui de l'OCDE (6 %). C'est au niveau du doctorat que la France attire le plus d'étudiants en mobilité internationale avec 38 % des effectifs, ce qui est largement supérieur aux moyennes de l'UE23 ou de l'OCDE qui sont respectivement de 23 % et 22 %.

Graphique 2. Aperçu de l'enseignement supérieur



Note : Seuls les pays et économies pour lesquels des données sont disponibles sont indiqués. Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails.

Source : OCDE (2020), indicateurs A1, A3, A4 et B6. Voir la base de données Education at a Glance : <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

- Parallèlement, 4 % des étudiants français de l'enseignement supérieur sont inscrits à l'étranger contre 2 % au total dans les pays de l'OCDE (graphique 2). Les pays anglophones sont les destinations étudiantes les plus attrayantes dans l'ensemble de la zone OCDE, l'Australie, le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis accueillant plus de 40 % de tous les étudiants en

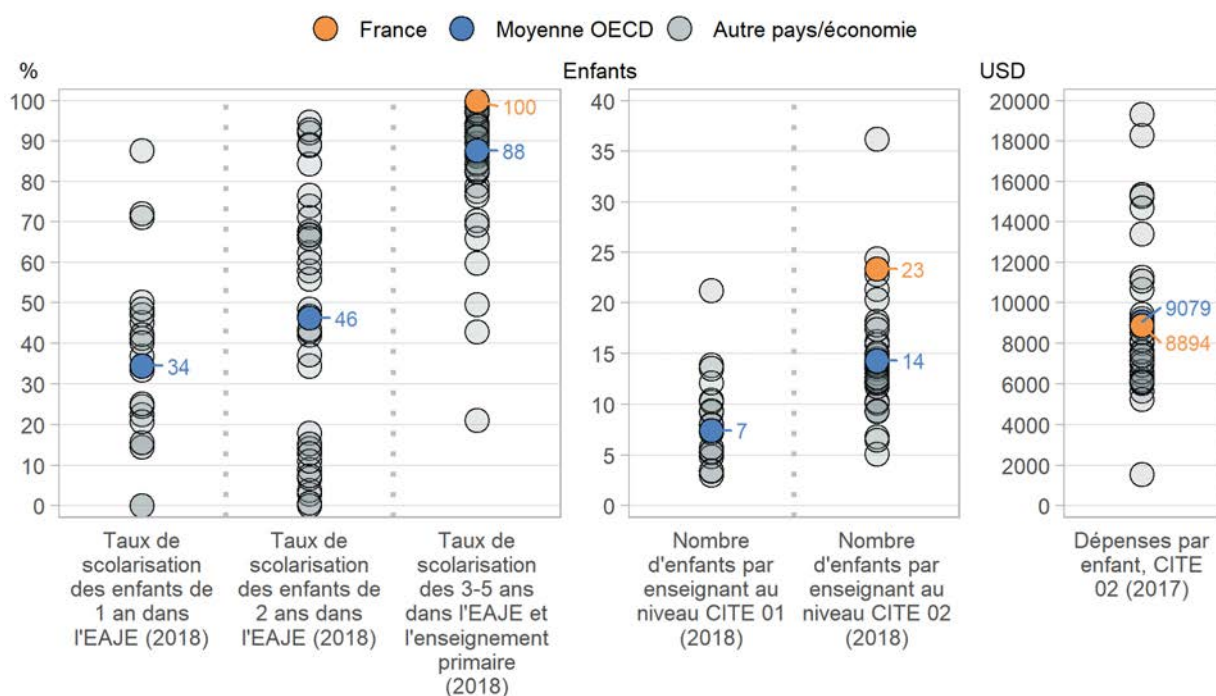
mobilité internationale dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Parmi les étudiants quittant la France pour étudier, le pays de destination le plus populaire est le Canada.

- Au-delà des résultats économiques et de l'emploi, un niveau de scolarité plus élevé a un impact sur l'engagement civique et social des citoyens. Par exemple, les diplômés de l'enseignement supérieur sont plus susceptibles de penser qu'ils ont leur mot à dire sur ce que fait leur gouvernement. En 2018, en moyenne dans les pays de l'OCDE participant à l'enquête sociale européenne, 52 % des adultes diplômés de l'enseignement supérieur étaient d'accord avec cette affirmation, contre 26 % de ceux n'ayant pas atteint le deuxième cycle du secondaire. En France, 45 % des adultes diplômés de l'enseignement supérieur sont de cet avis contre 18 % de ceux qui n'ont pas atteint le deuxième cycle du secondaire.

Petite enfance, grands défis

- Dans de nombreux pays de l'OCDE, l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) commence pour la plupart des enfants bien avant l'âge de 5 ans et il existe des droits légaux universels à une place dans les services d'EAJE pendant au moins un ou deux ans avant le début de la scolarité obligatoire. La scolarité obligatoire commence à l'âge de 3 ans en France depuis l'année scolaire 2019/2020, et 100 % des 3-5 ans sont inscrits dans les programmes d'EAJE (CITE 0) ou de l'enseignement élémentaire pour une petite partie d'entre eux, contre 88 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (graphique 3).

Graphique 3. Aperçu de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance



Note: Seuls les pays et économies pour lesquels des données sont disponibles sont indiqués. Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails. Les dépenses annuelles par enfant sont exprimées en équivalent USD converti en PPA.

Source: OCDE (2020), indicateurs B2. Voir la base de données Education at a Glance: <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

- L'offre publique d'éducation et d'accueil de la petite enfance est un facteur important pour garantir un large accès à des services d'EAJE abordables. L'inscription dans des établissements privés est moins courante pour les enfants de 3 à 5 ans, qui sont généralement inscrits dans l'enseignement préélémentaire (CITE 02), que pour les enfants plus jeunes. En France, 13 % des enfants fréquentant l'enseignement préélémentaire sont inscrits dans des établissements privés, contre environ un enfant sur trois en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- Les personnels de la petite enfance jouent un rôle essentiel dans la qualité des services d'EAJE. Des environnements stimulants et une pédagogie de haute qualité sont ainsi favorisés par des praticiens mieux qualifiés. Des interactions de haute qualité entre les enfants et le personnel facilitent de meilleurs résultats d'apprentissage. Dans ce contexte, on constate que des ratios enfants-personnel plus faibles influent systématiquement sur la qualité des relations personnel-enfants dans différents types de structures d'EAJE (NICHD, 2002^[3]). En France, le nombre d'enfants pour chaque enseignant travaillant dans l'enseignement préélémentaire (CITE 02) est de 23 contre 14 dans la moyenne des pays de l'OCDE (graphique 3). La France fait toutefois davantage appel à des assistants (les agents territoriaux spécialisés des écoles préélémentaires - ATSEM) que les autres pays, ce qui fait baisser le ratio à 16 élèves par personnel de contact (contre 11 pour l'OCDE). Avec un master (et l'obtention du concours de la fonction publique d'État), le niveau de qualification requis depuis l'année scolaire 2010/11 pour enseigner en préélémentaire (CITE 02), la France se situe parmi les quatre pays qui requièrent un niveau de qualification particulièrement élevé (pour la plupart des autres pays, seul le niveau licence est requis pour enseigner à ce niveau d'éducation).
- Un soutien financier public soutenu est essentiel pour la croissance et la qualité des programmes d'EAJE. En 2017, les dépenses totales annuelles dans les écoles préélémentaires (CITE 02) étaient en moyenne de 8 894 USD par enfant en France, soit un peu moins que la moyenne des pays de l'OCDE (9 079 USD) (graphique 3). En outre, 93% du financement à ce niveau provient de fonds publics contre 83% pour la moyenne OCDE.

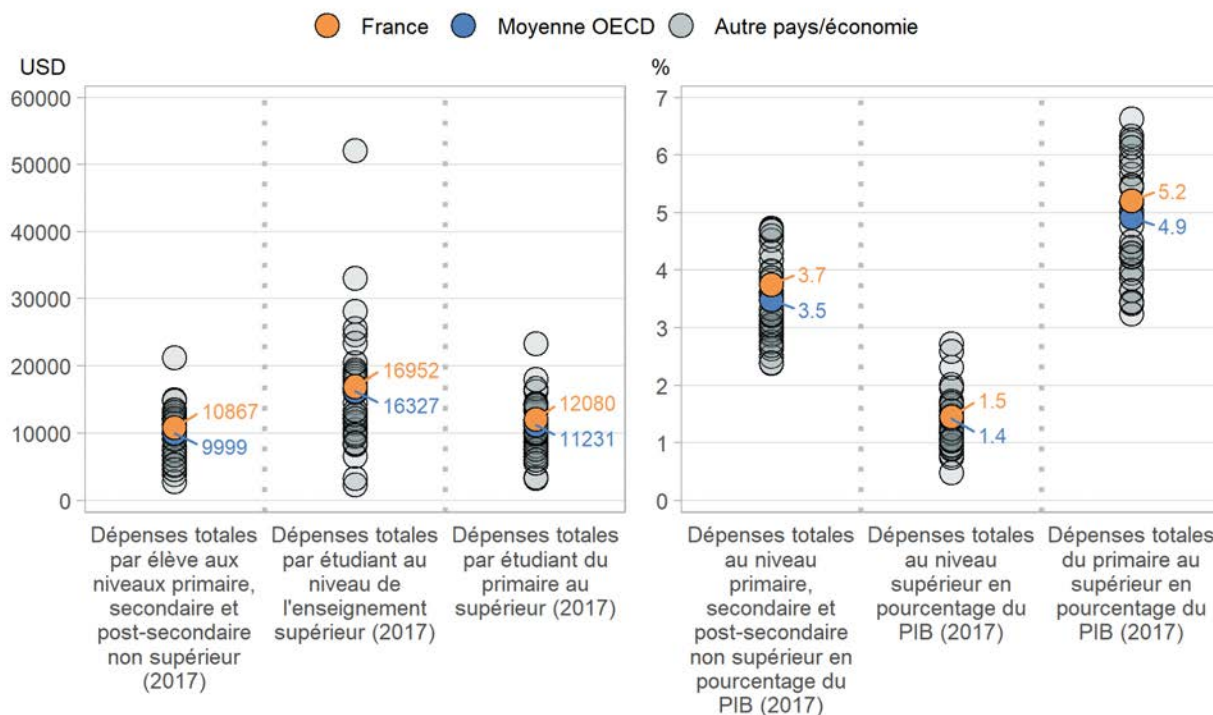
Investir dans l'éducation

- Les dépenses annuelles tout au long de la scolarité donnent une indication des investissements consentis par les pays pour chaque élève/étudiant. En 2017, la France a dépensé plus par élève/étudiant scolarisé à temps plein entre l'enseignement primaire et supérieur par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, investissant un total de 12 080 USD par étudiant contre 11 231 USD en moyenne dans les pays de l'OCDE (graphique 4).
- La manière dont l'éducation est dispensée influence la manière dont les ressources sont réparties entre les niveaux d'enseignement et entre les institutions publiques et privées. En 2017, la France a dépensé 10 867 USD par étudiant au niveau non supérieur (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non supérieur), soit légèrement plus que la moyenne de l'OCDE qui est de 9 999 USD. Cette même année, la France présentait un écart manifeste dans la répartition des dépenses d'éducation par élève entre l'élémentaire et le secondaire (à l'avantage du secondaire). En France, les dépenses par élève sont ainsi supérieures à la moyenne des pays de l'OCDE de 7 % dans le premier cycle du secondaire (équivalent au collège, 11 252 USD contre 10 527 USD), et de 35 % dans le deuxième cycle du secondaire (en incluant les lycées d'enseignement général ou agricole et l'apprentissage en centre de formation en alternance (CFA), 14 743 USD contre 10 888 USD). En revanche, elles sont inférieures de 8 % à la moyenne de l'OCDE dans l'enseignement élémentaire (8 319 USD¹ contre 9 090 USD). À noter que la loi pour la refondation de l'école de la République (2013) s'attaquait au déséquilibre dans la répartition des dépenses

¹ Ces chiffres ne prennent pas en compte les réformes de l'année scolaire 2017/2018 avec notamment le dédoublement des classes CP et CE1 en éducation prioritaire.

d'éducation entre l'élémentaire et le secondaire en investissant davantage dans les premiers niveaux d'éducation. L'actuel ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports a fait de l'école primaire la première de ses priorités en matière de politique éducative, et de nombreuses mesures la concernant sont prises dans le cadre de la Loi pour une École de la confiance promulguée en 2019 (OECD, 2020^[4]). Au niveau supérieur, la France a investi 16 952 USD par étudiant, soit 624 USD de plus que la moyenne de l'OCDE (graphique 4).

Graphique 4. Aperçu des ressources financières investies dans les établissements d'enseignement



Note: Seuls les pays et économies pour lesquels des données sont disponibles sont indiqués. Les dépenses en monnaies nationales sont converties en équivalent USD en divisant le chiffre de la monnaie nationale par l'indice de parité du pouvoir d'achat (PPA) pour le PIB.. Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails.

Source: OCDE (2020), indicateurs C1 et C2. Voir la base de données Education at a Glance : <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

- Entre 2012 et 2017, les dépenses par élève/étudiant de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur ont augmenté en moyenne de 1,3 % par an dans les pays de l'OCDE contre seulement 0,3 % en France. Plus précisément, les dépenses des établissements d'enseignement ont augmenté en France à un rythme moyen de 1,1 % par an (moyenne OCDE : 1,4 %), tandis que le nombre d'élève/étudiant augmentait sur la même période en moyenne de 0,8 % par an (moyenne OCDE : 0,2 %). Cela s'est traduit par un taux de croissance annuel moyen de 0,3 % des dépenses par élève/étudiant entre 2012 et 2017.
- Dans la plupart des pays de l'OCDE, les dépenses par élève du deuxième cycle du secondaire varient selon l'orientation du programme. Les dépenses par élève inscrit dans les programmes professionnels du deuxième cycle du secondaire ont ainsi tendance à être plus élevées que celles pour ceux inscrits dans les programmes généraux, en raison du coût plus élevé de l'équipement, des ratios élèves-enseignants inférieurs et du coût plus élevé dû à la formation en entreprise de

ces programmes. La France suit le même schéma: les dépenses par élève inscrit dans les programmes professionnels du deuxième cycle du secondaire étaient en 2017 de 16 227 USD, soit 2 283 USD de plus que dans les programmes généraux.

- La part de la richesse nationale consacrée aux établissements d'enseignement est plus élevée en France qu'en moyenne dans les pays de l'OCDE. En 2017, la France a consacré 5,2 % de son produit intérieur brut (PIB) aux établissements d'enseignement du primaire au supérieur, soit 0,3 point de pourcentage de plus que la moyenne de l'OCDE. La France a consacré une part du PIB supérieure à la moyenne de l'OCDE aux niveaux primaire, secondaire et post-secondaire non supérieur combinés (3,7 % contre 3,5 % en moyenne) et une part légèrement supérieure à la moyenne au niveau de l'enseignement supérieur (1,5 % contre 1,4 % en moyenne) (graphique 4).
- Les frais de scolarité dans les établissements publics en France sont parmi les plus bas pour un programme de licence ou de master de tous les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Les étudiants paient 240 USD par an pour une licence et 334 USD pour un master. Ces frais annuels ont augmenté respectivement de 2 % et 9 % par rapport à 2007/08.
- La rémunération des enseignants et autres personnels employés dans les établissements d'enseignement représente la plus grande part des dépenses courantes, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur parmi les pays de l'OCDE. En 2017, la France a consacré 80 % de ses dépenses courantes à la rémunération du personnel, contre 74 % en moyenne dans les pays de l'OCDE et de l'UE23. Environ 59 % des dépenses courantes des établissements d'éducation publics de l'enseignement élémentaire et secondaire en France sont destinées aux salaires des enseignants. Ce chiffre est inférieur à celui de l'UE23 (61 %). Une partie importante des dépenses est consacrée en France au personnel non enseignant (22 % contre 15 % pour l'UE23).

Conditions de travail des enseignants et chefs d'établissements

- En France, la progression salariale des enseignants en début de carrière est lente. Dans ce contexte, les enseignants en milieu de carrière sont particulièrement désavantagés : selon les barèmes officiels à la rentrée 2018/2019 (données de 2019 dans *Regards sur l'éducation*), le salaire statutaire des enseignants du primaire et du secondaire après dix ou quinze ans d'ancienneté est au moins 18 % inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. À titre de comparaison, la différence avec la moyenne de l'OCDE est inférieure à 10 % en tout début de carrière (voir graphique 5 et encadré sur la méthodologie utilisée pour calculer les salaires). Cependant, un rattrapage s'opère dans la deuxième moitié de carrière. Par exemple, le salaire statutaire en fin de carrière des enseignants exerçant en élémentaire avec la qualification maximale est en France 76 % plus élevé que le salaire statutaire des enseignants en début de carrière avec le minimum de qualification (la moyenne de l'OCDE est de 78 %).
- Entre 2005 et 2019, les salaires statutaires des enseignants ayant 15 ans d'expérience et les qualifications les plus courantes ont augmenté en moyenne dans les pays de l'OCDE de 5 % à 7 % aux niveaux primaire et secondaire, malgré une baisse des salaires suite à la crise financière de 2008. En France, les salaires des enseignants à ces niveaux ont baissé entre 2 % et 5 % sur cette période. Cette diminution entre 2005 et 2019 cache une légère augmentation à chaque niveau d'éducation sur ces dernières années, et surtout aux niveaux préélémentaire et élémentaire depuis 2015.
- Les salaires réels des enseignants reflètent leurs salaires statutaires ainsi que les paiements supplémentaires liés à leur travail. Les salaires effectifs moyens dépendent également des caractéristiques de la population enseignante telles que leur âge, leur niveau d'expérience, leur niveau de qualification ainsi que le statut de fonctionnaire spécifique aux enseignants (voir

encadré 1 sur la méthodologie). En France, les salaires effectifs moyens des enseignants² s'élèvent à 43 047 USD³ au niveau préélémentaire (supérieur à la moyenne de l'OCDE de 38 677 USD⁴), à 41 924 USD au primaire (légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE de 43 942 USD), 47 146 USD au niveau du premier cycle du secondaire général (légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE de 46 225 USD) et 52 964 USD au niveau du deuxième cycle du secondaire général (légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE de 49 778 USD) (graphique 5).

- Les salaires effectifs moyens des enseignants restent inférieurs à ceux des travailleurs diplômés du supérieur dans presque tous les pays et à presque tous les niveaux d'enseignement. Les salaires effectifs moyens des enseignants aux niveaux de l'enseignement préélémentaire, élémentaire et secondaire général représentent en moyenne 80 à 94 % des revenus des travailleurs de l'enseignement supérieur dans les pays et économies de l'OCDE. En France, la proportion est de 83 % au niveau préélémentaire, de 80 % au niveau primaire, de 90 % au niveau du premier cycle du secondaire. En revanche, au niveau du deuxième cycle du secondaire, le salaire effectif moyen des enseignants est supérieur de 2% à celui des travailleurs diplômés du supérieur (graphique 5).
- Attirer, retenir et former des dirigeants scolaires de qualité est essentiel pour améliorer la qualité des environnements d'apprentissage. Les dirigeants scolaires ont des statuts différents en France. En effet, les directeurs d'écoles sont des enseignants ; ils ont moins d'autonomie / moins de responsabilités et sont rémunérés sur les grilles salariales des enseignants, alors que les chefs d'établissements du secondaire, qui passent un concours spécifique, sont rémunérés sur les grilles spécifiques des personnels de direction. Ainsi, les directeurs d'école reçoivent une rémunération inférieure de près de 30 % à celle des chefs d'établissement (55 375 USD par an contre 71 977 USD). Il s'agit là de la plus forte différence de rémunération entre les deux niveaux d'enseignement à l'échelle de l'OCDE. Le salaire effectif des chefs d'établissement en France se situe légèrement au-dessous de la moyenne des pays de l'OCDE qui est de 73 404 USD par an⁵.
- Le nombre moyen d'heures d'enseignement par an requis d'un enseignant type dans les établissements d'enseignement publics des pays de l'OCDE a tendance à diminuer à mesure que le niveau d'éducation augmente, passant de 993 heures au niveau préélémentaire à 778 heures au niveau primaire, à 712 heures au niveau du premier cycle du secondaire (programmes généraux) et à 680 heures au niveau du deuxième cycle du secondaire (programmes généraux). En France, les professeurs des écoles sont tenus d'enseigner 900 heures par an aux niveaux préélémentaire et élémentaire quand les enseignants certifiés sont tenus d'enseigner 684 heures par an dans les programmes généraux du premier et deuxième cycle du secondaire. La France est ainsi l'un des rares pays de l'OCDE où les enseignants exerçant au niveau élémentaire donnent plus de 30 % d'heures de cours de plus par an que leurs collègues du premier cycle du secondaire.

² Les données sur les salaires effectifs en France ont pour référence l'année 2017 au lieu de 2019.

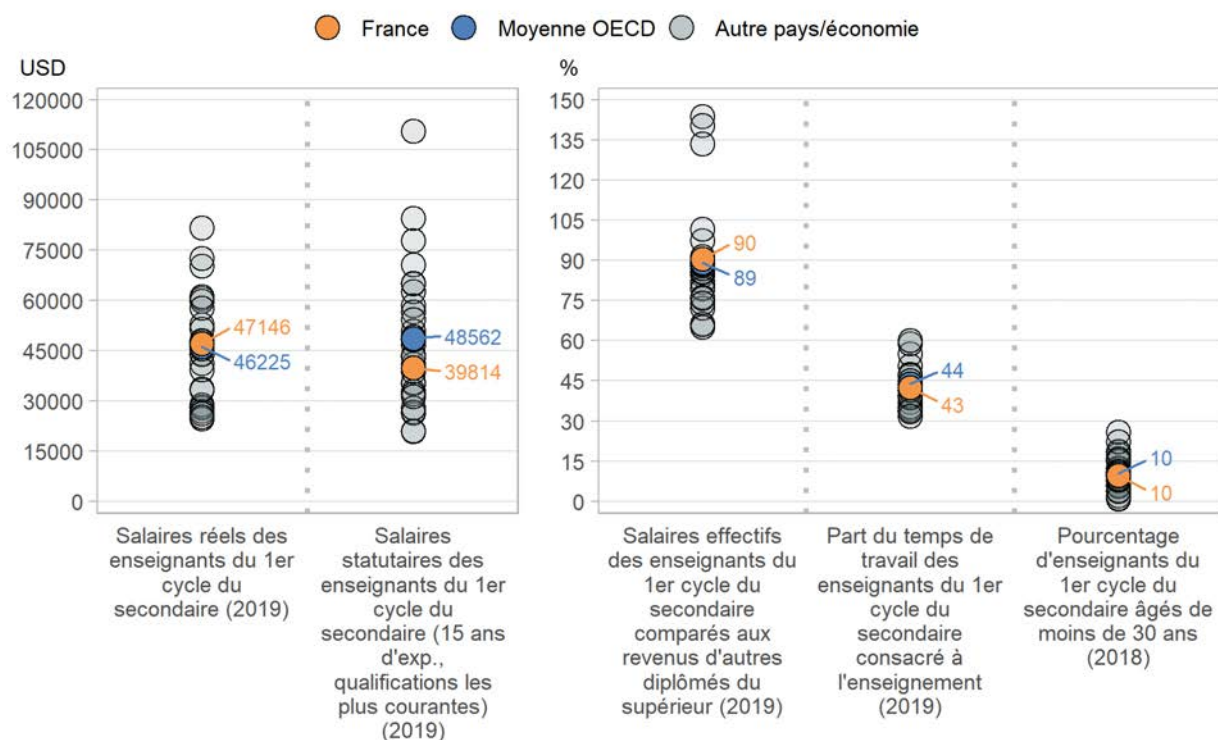
³ La différence salariale entre les enseignants du préélémentaire et ceux de l'élémentaire est due aux caractéristiques individuelles des deux groupes. En effet, les enseignants du préélémentaire sont en moyenne plus âgés que les enseignants du primaire.

⁴ Certains pays de l'OCDE n'ont pu fournir les données sur le salaire effectif. De ce fait, la moyenne des pays de l'OCDE sur le salaire effectif est calculée sur un nombre réduit de pays par rapport à la moyenne calculée pour le salaire statutaire. Cela doit être pris en compte dans l'interprétation des données.

⁵ Certains pays de l'OCDE n'ont pu fournir les données sur le salaire effectif. De ce fait, la moyenne des pays de l'OCDE sur le salaire effectif est calculée sur un nombre réduit de pays par rapport à la moyenne calculée pour le salaire statutaire. Cela doit être pris en compte dans l'interprétation des données.

- La taille de la population d'âge scolaire devrait augmenter dans certains pays, mettant de nombreux gouvernements sous pression pour recruter et former de nouveaux enseignants. En France, 12% des enseignants du primaire sont considérés comme de jeunes enseignants (de moins de 30 ans), ce qui équivaut à la moyenne de l'OCDE de 12%. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la proportion de jeunes enseignants diminue aux autres niveaux d'enseignement, passant de 10% dans le premier cycle du secondaire à 8% dans le deuxième cycle du secondaire. En France, la proportion de jeunes enseignants est de 10% au niveau des premier et deuxième cycles du secondaire (graphique 5). De grandes proportions d'enseignants dans de nombreux pays de l'OCDE atteindront l'âge de la retraite au cours de la prochaine décennie. Cependant, les enseignants français sont moins nombreux à être en âge de partir à la retraite par rapport à de nombreux de leurs voisins. Environ 29 % des enseignants du primaire et secondaire sont ainsi âgés de 50 ans ou plus contre 35% en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Graphique 5. Aperçu des conditions de travail des enseignants



Note: Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails.

Les salaires des enseignants sont indiqués en équivalent USD convertis à l'aide des PPA.

Source: OCDE (2020), indicateurs D3, D4 et D5. Voir la base de données Education at a Glance. <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Encadré 1. Salaire des enseignants : la méthode de calcul de l'OCDE

Regards sur l'éducation publie chaque année des données sur le salaire brut annuel des enseignants qui exercent dans les établissements publics, en filière générale (générale et technologique en France). Les chiffres sont exprimés en dollars des États-Unis, et ceci pour tous les pays de l'OCDE. L'OCDE utilise comme facteur de conversion la parité de pouvoir d'achat de la consommation privée (PPA). Elle permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. En utilisant la parité de pouvoir d'achat de la consommation privée pour convertir les chiffres de *Regards sur l'Éducation 2020* en euros français, 1 dollar équivaut à 0.84 euro.

L'indicateur sur le salaire des enseignants est ensuite construit autour de deux mesures : le salaire statutaire et le salaire moyen (dit salaire effectif).

Le salaire statutaire dans la publication correspond à la rémunération prévue dans les barèmes officiels à la rentrée 2018/2019. Le salaire statutaire est présenté pour des cas-types d'enseignants, c'est-à-dire pour les professeurs des écoles dans le premier degré et les certifiés pour le secondaire (collège et lycée), comme ces statuts sont très majoritaires à ces niveaux d'enseignement. Ce salaire est présenté à différents moments de la carrière (en début, après 10 ans, après 15 ans et en fin de carrière). Il correspond au traitement brut auquel on ajoute les primes que l'ensemble des enseignants perçoivent. Ainsi, nous prenons en compte dans le calcul du salaire statutaire pour les enseignants du premier degré (enseignement préélémentaire et élémentaire) l'indemnité de résidence ainsi que l'Indemnité de Suivi et d'Accompagnement des Élèves (ISAE). Pour le secondaire (niveaux collège et lycée), en plus de l'indemnité de résidence, l'ensemble des enseignants perçoivent une prime fixe appelée ISOE (indemnité de suivi et d'orientation des élèves) instaurée pour le « suivi individuel et à l'évaluation des élèves ». Ils enseignent également à minima 1 heure supplémentaire par semaine pour la quasi-totalité d'entre eux. Cette heure (HSA) est également comptabilisée dans le salaire statutaire.

Toutes les autres primes versées uniquement à une partie des enseignants (primes pour être le professeur principal, deuxième heure supplémentaire réalisée, primes pour exercer en zones prioritaires etc...) n'entrent pas en compte dans le calcul du salaire statutaire alors qu'elles peuvent présenter un complément de salaire non négligeable pour certains. Aussi, il peut y avoir, aux différents niveaux d'enseignement, des enseignants ayant des caractéristiques différentes de ceux qui correspondent aux cas-types. En France, outre les enseignants certifiés, il y a aussi dans le secondaire les professeurs agrégés, qui représentent environ 6 % de l'ensemble des titulaires au collège et 30 % des titulaires de lycée, voie générale et technologique. C'est pourquoi l'OCDE publie également chaque année depuis 2013 une statistique sur le salaire effectif moyen des enseignants par niveau d'éducation. Cette statistique est exprimée elle aussi en brut par an et prend en compte les salaires réels de tous les enseignants exerçant à temps plein (c'est-à-dire ce que l'on retrouve sur leur feuille de paye), qu'ils soient certifiés ou agrégés par exemple pour le secondaire et quels que soient leur âge et leur ancienneté pour tous les niveaux d'éducation. Il s'agit d'un salaire moyen qui prend en compte une population d'enseignants plus complète et des éléments de rémunération plus variés que le salaire statutaire. Les enseignants agrégés qui exercent au lycée tirent par exemple la moyenne vers le haut. Ceux qui font beaucoup d'heures supplémentaires également.

Les enseignants contractuels, les titulaires enseignant à temps partiel ainsi que ceux qui exercent dans les établissements privés (sous contrat ou hors contrat) ne sont pas pris en compte dans cet indicateur.

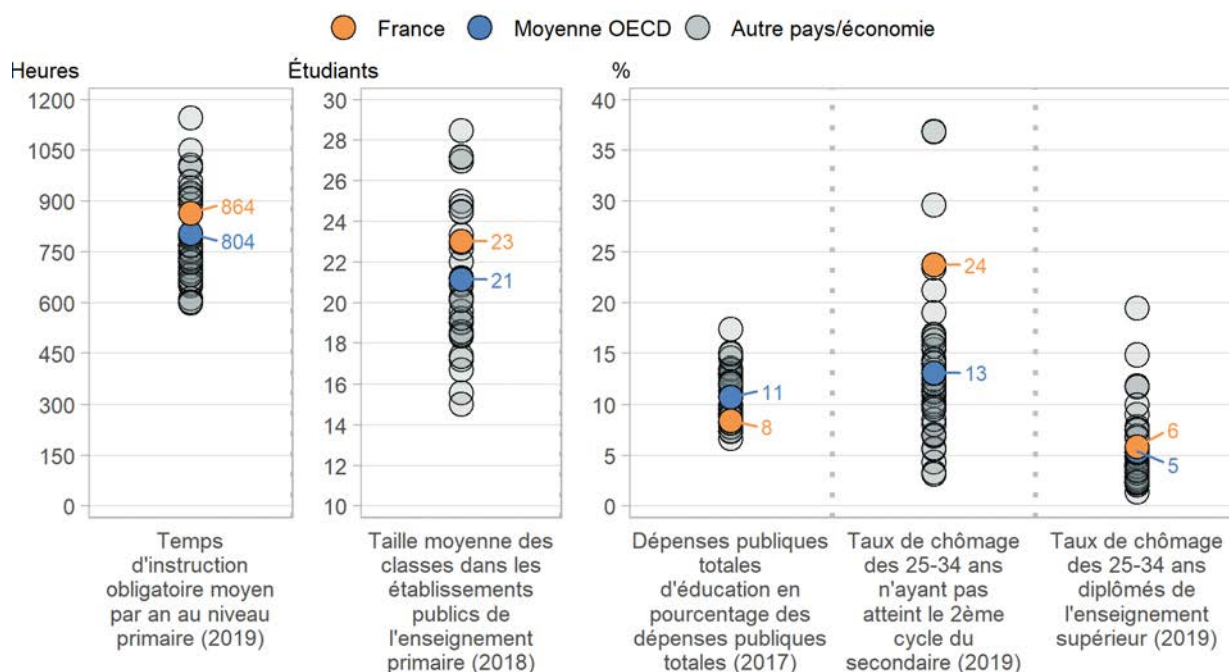
L'impact du COVID-19 sur l'éducation

- La pandémie mondiale de COVID-19 en 2020 a envoyé des ondes de choc dans le monde entier. Dans un premier effort pour contenir le virus, de nombreux pays ont imposé un confinement à leurs populations. En conséquence, les écoles et / ou universités ont fermé pendant plusieurs mois dans pratiquement tous les pays de l'OCDE et partenaires (Schleicher, A. and F. Remiers (2020^[5]). En France, les fermetures ont été localisées à partir du 3 mars 2020 et le 16 mars 2020, les fermetures sont devenues nationales. Les écoles ont commencé à rouvrir progressivement à partir du 11 mai 2020. Le 25 mai 2020, les écoles avaient complètement rouvert. À la fin du mois de juin, la France avait connu 13 semaines de fermeture effective d'écoles sous une forme ou une autre, contre 14 semaines en moyenne dans les pays de l'OCDE (UNESCO, 2020^[6]). Hors partie non obligatoire du cursus, les élèves des établissements publics en France devaient suivre 864 heures par an au primaire sur l'année 2019/2020. Chaque semaine de fermeture d'école a donc représenté environ 24 heures de temps d'instruction obligatoire au niveau primaire pendant lesquelles les élèves n'ont pas été physiquement scolarisés (figure 6). Au cours de cette période, de nombreux pays de l'OCDE et de ses partenaires se sont tournés vers l'enseignement à distance pour assurer la continuité de l'éducation.
- La réouverture des écoles dans le contexte de la pandémie dépend de la capacité à maintenir une distance de sécurité de 1 à 2 mètres entre les élèves et le personnel. Les pays avec des classes plus petites à la rentrée 2020 auront en théorie plus de facilité à se conformer aux nouvelles restrictions en matière de distanciation sociale, à condition d'avoir des locaux de taille adéquate. En France, la taille moyenne des classes au primaire était en 2018 de 23 élèves dans les établissements publics, ce qui était supérieur à la moyenne de l'OCDE de 21. Dans les établissements publics du premier cycle du secondaire, il y avait 25 élèves par classe en France en 2018, contre 23 élèves par classe en moyenne dans les pays de l'OCDE. En France, les enfants scolarisés dans les zones les plus sensibles sont aussi ceux qui bénéficient des classes les moins chargées, conséquence d'une récente réforme. Il est donc en théorie plus facile de respecter la distanciation sociale dans ces écoles, même si ces établissements ont concentré les élèves qui ont perdu contact lors de l'enseignement à distance (DEPP, 2020, en français et en anglais^[7]) (graphique 6).
- Bien qu'il existe une incertitude quant à l'impact global probable de la pandémie COVID-19 sur les dépenses d'éducation, les gouvernements vont être confrontés à des décisions difficiles concernant la répartition des ressources entre les différents secteurs publics. Des fonds publics risquent d'être injectés en priorité dans l'économie et le secteur de la santé. En 2017, les dépenses publiques consacrées à l'enseignement (du primaire au supérieur) en pourcentage de l'ensemble des dépenses publiques (tous secteurs confondus) en France étaient de 8 %, ce qui était inférieur à la moyenne de l'OCDE de 11 % (graphique 6).
- À mesure que le chômage augmente, le financement privé de l'éducation peut également être menacé. L'impact sera le plus grave dans les pays et les niveaux d'éducation qui dépendent le plus des dépenses des ménages, en particulier les structures d'EAJE et l'enseignement supérieur. C'est moins le cas en France. Dans l'enseignement préélémentaire, les sources privées représentaient 7% des dépenses totales de la France en 2017, soit moins que la moyenne de l'OCDE de 17%. Au niveau supérieur, 21% des dépenses totales proviennent du secteur privé, contre 29% en moyenne dans les pays de l'OCDE. En France, les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur public sont relativement modestes et une partie importante de la dépense privée provient des autres entités privées (entreprises, fondations ...).
- La crise sanitaire a eu un impact grave sur l'internationalisation de l'enseignement supérieur, car la généralisation des cours à distance et les restrictions de voyage pour les étudiants ont soulevé des questions quant à la valeur de leur diplôme pour les étudiants internationaux. La France, avec

une part d'étudiants internationaux plus élevée que la moyenne des pays de l'OCDE, pourrait être plus fortement touchée. Une diminution significative du nombre d'étudiants internationaux peut avoir des répercussions sur le modèle de financement de certains établissements d'enseignement supérieur, car les étudiants étrangers paient souvent des frais de scolarité plus élevés que les étudiants nationaux. Ce n'était pas le cas en France avant la rentrée 2019 puisque les étudiants de l'intérieur et de l'extérieur de l'Union européenne / de l'Espace économique européen (UE / EEE) payaient jusque-là des frais similaires aux nationaux.

- Le chômage risque d'augmenter, car l'économie aura du mal à faire face à la baisse d'activité résultant du confinement. Les moins diplômés sont les plus vulnérables, car ils sont les moins susceptibles de bénéficier du travail à distance. En 2019, avant que la pandémie ne frappe, 24% des jeunes adultes n'ayant pas atteint le deuxième cycle du secondaire en France étaient au chômage contre 6% des jeunes adultes diplômés de l'enseignement supérieur (graphique 6). Au lendemain de la dernière crise financière, le chômage des jeunes adultes sans diplôme du deuxième cycle du secondaire avait augmenté de 4 points de pourcentage entre 2008 et 2009 en France contre 1,8 point de pourcentage chez les diplômés du supérieur.

Graphique 6. Aperçu de l'impact du COVID-19 sur l'éducation



Note: Les années indiquées entre parenthèses sont l'année de référence la plus courante pour les pays de l'OCDE et les pays partenaires. Reportez-vous au tableau des sources pour plus de détails.

Source: OCDE (2020), indicateurs A3, D1, D2 et C4. Voir la base de données Education at a Glance <http://stats.oecd.org/> pour plus d'informations et l'annexe 3 pour les notes (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Références

- [7] DEPP (2020, versions française et anglaise), Crise sanitaire de 2020 et continuité pédagogique : les élèves ont appris de manière satisfaisante, <https://www.education.gouv.fr/crise-sanitaire-de-2020-et-continue-pedagogique-les-eleves-ont-appris-de-maniere-satisfaisante-305214>
- [3] NICHD (2002), “Child Care Structure>Process>Outcome: Direct and indirect effects of caregiving quality on young children's development”, *Psychological Science*, Vol. 13, pp. 199-206.
- [1] OECD (2020), *Education at a Glance 2020: OECD Indicators*, OECD Publishing, Paris.
- [4] OECD (2020), Perspectives des politiques de l'éducation : France, <http://www.oecd.org/education/policy-outlook/profil-par-pays-France-2020.pdf>.
- [2] OECD/Eurostat/UNESCO Institute for Statistics (2015), *ISCED 2011 Operational Manual: Guidelines for Classifying National Education Programmes and Related Qualifications*, OECD Publishing, Paris, <https://dx.doi.org/10.1787/9789264228368-en>.
- [5] Schleicher, A. and F. Remiers (2020), *Schooling disrupted schooling rethought: How the Covid-19 pandemic is changing education*, https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=133_133390-1rtuknc0hi&title=Schooling-disrupted-schooling-rethought-How-the-Covid-19-pandemic-is-changing-education (accessed on 3 June 2020).
- [6] UNESCO (2020), *School closures caused by Coronavirus (Covid-19)*, <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse> (accessed on 04 August 2020).

Pour plus d'informations sur Regards sur l'éducation 2020 et pour accéder à l'ensemble complet d'indicateurs, visitez www.oecd.org/education/education-at-a-glance-19991487.htm

Pour plus d'informations sur la méthodologie utilisée lors de la collecte des données pour chaque indicateur, les références aux sources et les notes spécifiques pour chaque pays, consultez l'annexe 3 de la publication (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Pour des informations générales sur la méthodologie, veuillez vous référer au Manuel de l'OCDE pour les statistiques de l'éducation comparées au niveau international : Concepts, normes, définitions et classifications (<https://doi.org/10.1787/9789264304444-en>).

Les données mises à jour peuvent être trouvées en ligne à <http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en> et en suivant les Statlinks sous les tableaux et graphiques de la publication.

Explorez, comparez et visualisez plus de données et d'analyses à l'aide du GPS Education:

<https://gpseducation.oecd.org/>

Le calcul du nombre de semaines de fermeture des écoles en raison de la pandémie COVID-19 est basé sur des données de l'UNESCO (UNESCO, 2020). Pour des informations générales sur la méthodologie envisagée pour les données, veuillez vous référer à la [note méthodologique](#).

<p>Les questions peuvent être adressées à:</p> <p>Eric Charbonnier (eric.charbonnier@oecd.org)</p> <p>Corinne Heckmann (corinne.heckmann@oecd.org)</p> <p>Direction de l'éducation et des compétences</p>	<p>Auteurs de notes de pays:</p> <p>Etienne Albiser, Eric Charbonnier, Manon Costinot, Marie-Hélène Doumet, Corinne Heckmann, Bruce Golding, Yanjun Guo, Simon Normandeau, Daniel Sanchez Serra, Markus Schwabe and Giovanni Maria Semeraro</p>
--	--

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments utilisés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que toutes les données et toute carte incluses dans le présent document, sont sans préjudice du statut ou de la souveraineté sur tout territoire, de la délimitation des frontières et des frontières internationales et du nom de tout territoire, ville ou zone.

Le 15 mai 2020, le Conseil de l'OCDE a invité le Costa Rica à devenir membre. Bien que le Costa Rica soit inclus dans les moyennes de l'OCDE indiquées dans cette note, au moment de sa préparation, le Costa Rica était en train d'achever ses procédures internes de ratification et le dépôt de l'instrument d'adhésion à la Convention de l'OCDE était en cours.

L'utilisation de cette œuvre, qu'elle soit numérique ou imprimée, est régie par les termes et conditions disponibles sur www.oecd.org/termsandconditions/.



Extrait de :

Education at a Glance 2020

OECD Indicators

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « France », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/30540ce8-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.